

(N° 386.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JUILLET 1924.

Projet de loi concernant l'acquisition, le recouvrement et la perte de la nationalité.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Parmi les innombrables conséquences de la guerre, il faut ranger l'importance extrême et l'exceptionnelle acuité qui se sont attachées aux questions de nationalité. C'est que leur solution est, aussi bien pour l'Etat que pour les particuliers, une source de devoirs et de droits nombreux et variés, qui ont grandi en valeur et en intérêt depuis l'armistice.

La détermination précise et certaine de l'indigénat d'un individu ne semble pas, à première vue, présenter les difficultés ardues d'appréciation qui, en réalité, lui sont inhérentes dans une foule de cas. Lors de la discussion de la loi du 1^{er} juin 1878, à la Chambre des Représentants, c'est-à-dire sous l'empire d'une législation cependant bien moins complexe que celle d'aujourd'hui, M. Bara, Ministre de la Justice, répondant à une question de M. le représentant Visart, rappelait à quel point il est malaisé de reconnaître et de repérer, dans ses détails, cet épineux terrain juridique :

« *Il n'y a rien, disait-il, de plus délicat et de plus difficile que l'interprétation des lois relatives à l'indigénat.* » Depuis ce temps, soit près d'un demi-siècle, la force et la vérité de ces paroles n'ont fait que croître. La formation d'Etats nouveaux, la reprise ou la réunion de régions autrefois désannexées ou morcelées, ont donné et donnent encore chaque jour naissance à des espèces aussi diverses que compliquées. A les examiner et les trancher, maintes autorités judiciaires ou administratives absorbent une part vraiment disproportionnée de leur activité.

Il apparaît donc comme éminemment nécessaire de prévenir, dans toute la mesure possible, les causes de litige et de réduire au minimum le nombre des nationalités douteuses ou indéterminées.

C'est en s'inspirant de ces considérations et pour répondre d'ailleurs à des vœux multiples, instantés et légitimes, que le Gouvernement a pensé y avoir lieu de soumettre à la Législature un projet de loi portant réouverture ou prorogation de certains délais périmés ou sur le point de l'être, aux fins de permettre d'acquérir, de recouvrer ou de perdre la qualité de Belge par la voie d'une déclaration d'intention.

Depuis la mise en vigueur de la loi du 15 mai 1922, la plupart des déclarations de ce genre sont entourées de garanties et de formalités dont le but est d'écarter du bénéfice de la loi les sujets indignes ou suspects.

En raison du caractère large et généreux du projet ci-joint, cette procédure, par un correctif nécessaire, est exigée dans chaque cas où elle peut paraître opportune. Elle est requise même pour certaines catégories de déclarants dont la source primitive de droit a pris naissance à une époque où le législateur n'avait pas encore instauré l'agrégation des options, comme, par exemple, les personnes qui ont omis de bénéficier de l'ancien article 9 du Code civil.

L'article premier s'occupe des personnes nées en Belgique de parents étrangers ou nées, même à l'étranger, de parents dont l'un avait eu la qualité de Belge; elles auront à remplir les conditions prévues à l'article 7 de la loi du 15 mai 1922, dont le but est d'empêcher que le nouveau Belge ne conserve cumulativement sa nationalité première.

La restriction contenue en l'alinéa final de l'article premier au sujet des déserteurs, réfractaires ou insoumis, se justifie d'elle-même; elle est renouvelée de la *disposition spéciale* de la loi du 6 août 1881.

Les articles *deux* et *trois* reproduisent les dispositions transitoires IV et V de la loi du 15 mai 1922.

A l'occasion de certaines déclarations invoquant soit la disposition transitoire V, soit l'article 18, 3°, 2° alinéa, de la dite loi, la question s'est posée de savoir si la femme mariée qui désire « conserver » ou « recouvrer » la qualité de Belge, doit, — si son statut national l'exige — justifier de l'autorisation maritale pour souscrire valablement au regard de la loi belge, l'option prescrite par les articles susdits.

Nous n'avons pas hésité à donner la préférence à la solution négative, qui s'appuie sur l'intention du Législateur de permettre à la femme d'origine belge, en répudiant la nationalité qui lui a été imposée par mariage, d'affirmer son « individualité » par un acte d'affranchissement et de libération, en discordance bien souvent avec les préférences de son conjoint. M. le Ministre Vandervelde s'exprimait comme suit en séance de la Chambre des Représentants du 26 juillet 1921 (*Annales parlementaires*, p. 2.302, 1^{re} colonne) : « En ce qui me » concerne, je tiens essentiellement à ce que les conclusions de la Commission » soient maintenues. Je considère comme infiniment désirable, *au point de vue* » *de l'individualité* de la femme, qu'elle puisse conserver sa nationalité et » l'exemple de ce qui s'est passé pendant la guerre est, à cet égard, tout à fait » impressionnant. » Et M. le Représentant Pouillet (p. 2.303, 1^{re} colonne) ajoutait : « Et ainsi se trouvera sauvegardé le dernier intérêt en jeu dans la » question, *l'intérêt de la liberté individuelle*. » Il s'agit donc ici d'une occurrence exceptionnelle où la volonté de la femme a les plus grands risques, nous y insis-

tons, de se trouver en opposition avec les tendances et les sympathies de son mari et, pour être applicable à la majorité des cas, la disposition devait permettre à la femme mariée d'agir de son propre chef et sans assistance et autorisation. C'est donc en lui donnant cette portée, que nous avons l'honneur de vous proposer l'article 3. Le texte en est général et ne comporte pas de distinction; il s'applique aussi bien aux *veuves* et aux *divorcées* qu'aux *femmes mariées*. Si on estime que la disposition *transitoire*, en s'appliquant aux veuves et aux divorcées, forme double emploi avec la disposition *permanente* contenue en l'article 19, il faut répondre qu'il y a là une dualité passagère, faveur du Législateur qui n'a pas voulu qu'en un même temps, fussent mises, à cet égard, en état d'infériorité vis-à-vis des femmes mariées, les veuves et les divorcées qui, par suite même de la dissolution de leur union, peuvent être tenues pour plus rapprochées que les autres de leur statut primitif.

L'article *quatre* s'occupe des enfants mineurs non émancipés d'un Belge devenu étranger par application de l'article 18 de la loi du 15 mai 1922. Faculté leur est donnée de recouvrer la qualité de Belge qu'ils ont perdue *involontairement* par le fait de leur auteur.

L'article *cinq* constitue une sorte de corollaire de l'article 3 de la loi du 15 septembre 1919, relative au statut du territoire de Moresnet-Neutre. Il est juste de ne pas imposer la voie de la naturalisation, même avec exemption du droit d'enregistrement, aux personnes nées dans le territoire de Moresnet-Neutre pas plus qu'aux descendants de ces personnes, — et qui réunissent certaines conditions de résidence en Belgique. L'autorisation du Roi, préalable à leur déclaration, est exigée et ne permettra donc l'acquisition de la qualité de Belge qu'aux intéressés dont le passé sera reconnu irréprochable.

L'article *six* comporte la réouverture d'un droit de renonciation qu'il est logique et souhaitable d'accorder à ceux qui, ne l'ayant pas exercé dans les délais prescrits, regrettent aujourd'hui cette omission.

L'article *sept* est la reproduction de la disposition transitoire III de la loi du 15 mai 1922, mais il comprend, en plus, la catégorie des personnes qui ont été frappées de forclusion depuis la mise en vigueur de cette loi, soit depuis le 4 juin 1922.

L'article *huit* reprend le § 4 de la disposition transitoire VI de la loi susdite et proroge le délai qui y est prévu. Il précise, en outre, un point de droit qui est accepté, mais qu'en présence de certains cas concrets, il est préférable de fixer par un texte légal.

Les articles *neuf*, *dix* et *onze* complètent le texte de la loi du 15 mai 1922; ils ont pour but de déterminer nettement que la Colonie ne peut être exclue dans les cas prévus aux articles 6, 8 et 22 de la loi du 15 mai 1922.

Il est indéniable que, dans cette dernière loi, le mot « Belge » sert uniquement à désigner le *citoyen* belge de la métropole et ne s'applique pas et à très juste titre aux *sujets* belges de la Colonie; mais, pour prévenir toute discussion, il nous paraît cependant utile de fixer ici la portée de l'expression. Il ne peut évidemment être question de donner le droit d'option prévu par l'article 6 à l'enfant né dans la Colonie, de parents qui n'ont été « *sujets belges* » qu'à titre de « *sujets congolais* ».

Enfin, l'article *douze* et dernier du projet reprend les dispositions contenues dans l'alinéa final de l'article 15 de la loi du 8 juin 1909.

Il s'agit des conditions dans lesquelles doivent être constitués et tenus les registres aux actes d'option et de naturalisation, ainsi que des sanctions qui peuvent marquer la méconnaissance de ces conditions. Bien que ces registres doivent être assimilés aux registres de l'État civil, il est désirable, surtout au point de vue des mesures à prendre en cas de manquements, que cette assimilation résulte d'un texte formel.

Tel est, Messieurs, le projet soumis à vos délibérations.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.



(1)
(N° 386.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JULI 1924.

Ontwerp van wet betreffende de verwerving, de herkrijging en het verlies van de nationaliteit.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Onder de tallooze gevolgen van den oorlog behooren het ongemeen belang dat de vraagstukken betreffende de nationaliteit verkregen hebben, alsmede de buitengewone scherpte waarmede zij worden gesteld. Uit de oplossing daarvan toch vloeien, zoowel voor den Staat als voor de privaat-personen, talrijke en verschillende plichten en rechten voort, die sedert den wapenstilstand nog aan waarde en belangrijkheid gewonnen hebben.

De nauwkeurige en zekere bepaling van het inboorlingschap van een persoon lijkt, op het eerste zicht, niet die ernstige bezwaren op te leveren welke er in werkelijkheid in menigvuldige gevallen aan verbonden zijn. Bij de bespreking van de wet van 1 Juni 1878 in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, onder eene wetgeving dan die zooveel eenvoudiger was dan de tegenwoordige, werd door den heer Bara, Minister van Justitie, in zijn antwoord op eene vraag van den heer Volksvertegenwoordiger Visart, eraan herinnerd hoe bezwaarlijk het is dit lastig juridisch terrein in al zijne bijzonderheden te onderzoeken en te verkennen.

« Niets, zoo zegde hij, is kiescher en moeilijker dan de uitlegging van de wetten betreffende het inboorlingschap. »

Sedert dien tijd, een halve eeuw bijna, hebben die woorden nog aan kracht en waarheid gewonnen. De vorming van nieuwe Staten, het terugnemen of de hereeniging van certijds gedesanneeëerde of verbrokkelde gebieden, hebben aanleiding gegeven en geven nog dagelijks aanleiding tot zoo verschillende als ingewikkelde gevallen. Het nauwkeurig onderzoek en de oplossing daarvan vergen vanwege menige rechterlijke of bestuurlijke autoriteit een al te groot gedeelte van hare bedrijvigheid.

Het lijkt derhalve dringend noodig, voor zoover het mogelijk is, de oorzaken van betwisting te voorkomen en het aantal gevallen, waarin de nationaliteit twijfelachtig of onbepaald is, tot een minimum te herleiden.

Geleid door deze overweging en om te voldoen aan menigvuldige, dringende en rechtmatige verlangens, heeft de Regeering gemeend dat aan de Wetgevende Kamers een wetsontwerp diende voorgelegd waarbij sommige termijnen, die verstreken zijn, hieropend of verlengd worden, ten einde de gelegenheid te geven den staat van Belg te verwerven, te herkrijgen of te verliezen, door middel van eene verklaring van inzicht.

Sedert het van kracht worden der wet van 15 Mei 1922 worden bij het meeren-deel van dergelijke verklaringen waarborgen geëischt en dienen formaliteiten vervuld, met het doel onwaardige of verdachte personen van het voordeel der wet uit te sluiten.

Wegens het breede en edelmoedig karakter van het hierbijgaand ontwerp, wordt deze proceduur, als noodzakelijke verscherping, vereischt in ieder geval waarin zij wenschelijk lijkt. Zij is zelfs voorgeschreven voor zekere categoriën declaranten, wier oorspronkelijk recht werd geboren toen de wetgever nog niet de aanvaarding van de nationaliteitskeuze had ingesteld, b. v., de personen die verzuimd hebben van het bij het vroeger artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek gestelde voordeel te genieten.

Het eerste artikel handelt over personen in België geboren uit vreemde ouders of zelfs in het buitenland geboren uit ouders van wie één den staat van Belg heeft bezeten; zij moeten aan de bij artikel 7 van de wet van 15 Mei 1922 voorgeschreven voorwaarden voldoen, waarbij beoogd wordt te verhinderen dat de nieuwe Belg niet terzelfdertijd zijne oorspronkelijke nationaliteit behoudt.

Het in het laatste lid van het eerste artikel voorziene voorbehoud betreffende de deserteurs, de wederspannigen en de dienstweigeraars verantwoordt zich zelf; het is de herhaling van de *bijzondere beschikking* van de wet van 6 Augustus 1881.

De artikelen 2 en 3 zijn eene herhaling van de overgangsbepalingen IV en V van de wet van 15 Mei 1922.

Naar aanleiding van sommige verklaringen, waarbij hetzij de overgangsbepaling V, hetzij artikel 18, 3°, tweede lid der wet werd ingeroepen, is de vraag gerezen of de gehuwde vrouw die verlangt den staat van Belg te « behouden » of te « herkrijgen » gehouden is, ingeval haar nationaal statuut zulks vergt, van de toestemming van haar echtgenoot te doen blijken, om ten aanzien van de Belgische wet op eene geldige wijze de bij de vermelde artikelen voorziene nationaliteitskeuze te onderschrijven.

Wij hebben niet gearzeld die vraag ontkennend te beantwoorden, daarbij steunend op het inzicht van den Wetgever om aan de vrouw van Belgischen oorsprong toe te laten, door de verwerping van de haar bij het huwelijk opgelegde nationaliteit, hare individualiteit te bevestigen door het stellen van eene daad van vrijmaking en ontvoogding die vaak met den voorkeur van haar echtgenoot in strijd is. Minister Vandervelde drukte zich ter Kamer in de zitting van 26 Juli 1921 als volgt uit : (*Handelingen der Kamer*, bladz. 2302, 1^e kolom) : « Wat mij betreft, ik ben er volstrekt op gesteld dat men zich aan de conclusies van de Commissie houdt. Ten aanzien van de individualiteit der vrouw acht ik het ten zeerste wenschelijk, dat zij hare nationaliteit behouden kan en het voorbeeld van hetgeen zich onder den oorlog heeft voorgedaan, is in dat opzicht zeer indrukwekkend. » En de heer volksvertegenwoordiger Pouillet (bladz. 2303,

1^e kolom) voegde erbij : « En aldus zal het laatste belang waar het hier om gaat, *het belang van de persoonlijke vrijheid, gevrijwaard zijn.* » Hier geldt het dus eene buitengewone omstandigheid waarin den wil der vrouw het grootste gevaar loopt, wij wijzen daarop uitdrukkelijk, in te druischen tegen den voorkeur en sympathiën van haar man, en om op het meerendeel der gevallen toepasselijk te zijn, diende de wetsbepaling aan de gehuwde vrouw de gelegenheid te geven zonder bijstand en toestemming van haar man zelfstandig te handelen.

Het is in dien zin dus, dat wij de eer hebben U artikel 3 voor te stellen. De bewoordingen van bedoeld artikel zijn algemeen en maken geen enkel onderscheid: hij is zoowel op de *weduwen* en op de *gescheiden vrouwen* van toepassing als op de *gehuwde vrouwen*. Acht men dat de *overgangsbepaling* waar zij van toepassing is op de weduwen en de gescheiden vrouwen, eene onnoodige herhaling is van de in artikel 19 vervatte *bestendige* beschikking, dan dient geantwoord dat hier eene tijdelijke dualiteit bestaat, eene gunst van den wetgever, die niet gewild heeft dat op een zelfde tijdstip, de weduwen en de gescheiden vrouwen, die door de ontbinding van haar huwelijk mogen beschouwd worden als nader bij haar oorspronkelijk statuut staande, in dat opzicht tegenover de gehuwde vrouwen in eenen minderen gunstigen toestand zouden gesteld worden.

Artikel 4 handelt over de niet geëmancipeerde minderjarige kinderen van een Belg, die bij toepassing van artikel 18, van de wet van 15 Mei 1922, vreemdeling geworden is. Zij worden in de gelegenheid gesteld den staat van Belg, terug te bekomen, dien zij, *buiten hun wil*, door toedoen van een ouder verloren hebben.

Artikel 5 is een soort toevoegsel aan artikel 3 der wet van 15 September 1919, betreffende het statuut van het grondgebied van Neutraal-Moresnet. Het is billijk de naturalisatie niet op te leggen, zelfs mits vrijstelling van het registratierecht, aan de personen op het grondgebied van Neutraal-Moresnet, evenmin als aan de afstammelingen dezer personen, die aan zekere voorwaarden betreffende het verblijf in België voldoen. De machtiging vanwege de Koning, die hunne verklaring moet voorafgaan, wordt vereischt en derhalve is het verwerven van den staat van Belg slechts mogelijk aan de betrokken personen wier verleden onberispelijk blijkt.

Bij artikel 6 wordt gelegenheid gegeven opnieuw gebruik te maken van een recht van afwijzing, dat het logisch en wenschelijk is toe te staan aan degenen die betreuren dat zij binnen den bepaalden termijn het gebruik van dit recht hebben verzuimd.

In artikel 7 wordt de overgangsbepaling III van de wet van 15 Mei 1922 overgenomen. Bedoeld artikel omvat bovendien de categorie personen die sedert het van kracht worden van voornoemde wet, dit is sedert 4 Juni 1922, de vervallen-verklaring hebben opgelopen.

Artikel 8 herhaalt § 4 van de overgangsbepaling VI van laatstgemelde wet en verlengt den daarbij voorzienen termijn. Daarenboven wordt in bedoeld artikel eene rechtsvraag nader omschreven, die algemeen aangenomen wordt, maar die het, naar aanleiding van eenige concrete gevallen, wenschelijk is in een wettekst vast te leggen.

Bij de artt. 9, 10 en 11 wordt de tekst der wet van 15 Mei 1922 aangevuld. Het is hunne bedoeling duidelijk te bepalen dat de Kolonie niet mag uitgesloten worden in de bij de artt. 6, 8 en 22 der wet van 15 Mei 1922 voorziene gevallen.

Het is onbtwistbaar, dat in deze laatste wet met het woord « Belg » alleen de Belgische burger uit het moederland bedoeld wordt, en, te recht, niet toepasselijk is op de Belgische *onderdanen* uit de Kolonie ; maar om alle betwisting te vermijden, lijkt het ons evenwel wenschelijk hier de beteekenis der uitdrukking nader te bepalen. Er kan natuurlijk geen spraak van zijn aan het kind, in de Kolonie geboren uit ouders die maar *Belgische onderdanen* waren, in hunne hoedanigheid van *Congoleesche onderdanen*, het bij artikel 6 voorziene recht van nationaliteitskeuze te verleen.

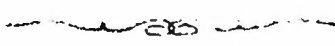
Ten slotte, worden in het 12^{de} en laatste artikel van het ontwerp de in het laatste lid van artikel 15 der wet van 8 Juni getroffen beschikkingen overgenomen.

Het betreft de voorwaarden waarin de registres, die de akten van keuze en van naturalisatie bevatten, moeten samengesteld en gehouden worden, alsmede de sancties die voor het verzuim dezer voorwaarden voorzien zijn. Hoewel deze registers gelijk dienen gesteld met de registers van den Burgerlijken stand, is het toch wenschelijk dat, vooral met het oog op de in geval van tekortkoming te treffen maatregelen, deze gelijkstelling uit een formeelen tekst blijkt.

Zoo, Mijne Heeren, luidt de beteekenis van het ontwerp dat u ter behandeling voorgelegd wordt.

De Minister van Justitie,

F. MASSON.



ANNEXE AU N° 386.

BIJLAGE BIJ N° 386.

PROJET DE LOI

concernant l'acquisition, le recouvrement et la perte de la nationalité.

Albert,
ROI DES BELGES,*A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les personnes, — nées en Belgique de parents étrangers ou nées, même à l'étranger, de parents dont l'un avait eu la qualité de Belge, — qui auraient omis de souscrire une déclaration devant l'autorité compétente dans les délais prévus par les diverses lois antérieures sur l'indigénat ou qui auraient souscrit une déclaration nulle ou insuffisante, peuvent faire option pour la nationalité belge, dans le délai de trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi. Le déclarant doit satisfaire aux conditions prescrites par l'article 7 de la loi du 15 mai 1922 et son option, pour produire son effet, doit être agréée con-

WETSONTWERP

betreffende de verwerving, de herkrijging en het verlies van de nationaliteit.

Albert,
KONING DER BELGEN,*Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De personen — in België geboren uit vreemde ouders of zelfs in het buitenland geboren uit ouders van wie één den staat van Belg heeft bezeten, — welke zouden verzuimd hebben binnen de bij de verschillende vroegere wetten op het inboorlingschap voorziene termijnen, vóór de bevoegde overheid een verklaring te onderschrijven, of welke een nietige of onvoldoende verklaring zouden hebben onderschreven, kunnen voor de Belgische nationaliteit optee-ren binnen den termijn van drie jaar, te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt. Hij, die de verklaring allegt, moet aan de bij art. 7 van de wet van 15 Mei 1922 voorge-

formément aux dispositions de l'article 10 de la dite loi.

Le bénéfice du présent article sera refusé aux étrangers qui, étant soumis à des obligations de milice en Belgique, auront négligé de les remplir.

ART. 2.

Les enfants et descendants de toute personne qui, ayant pu conserver la qualité de Belge aux termes de l'article premier de la loi du 4 juin 1839, l'aura perdue en négligeant de faire la déclaration requise ou de transférer son domicile en Belgique, peuvent acquérir la qualité de Belge en déclarant devant l'officier de l'état civil du lieu de leur résidence habituelle que telle est leur intention.

La déclaration est soumise aux règles de capacité et de forme des articles 21 et 22 de la loi du 15 mai 1922.

Elle doit être faite dans le délai de trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi et, pour les mineurs, à partir du jour de leur majorité.

ART. 3.

Les femmes Belges d'origine, qui ont perdu la qualité de Belge par suite de leur mariage avec un étranger ou par suite de l'acquisition d'une nationalité étrangère par leur mari, sont admises, dans le délai de trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi, à recouvrer la nationalité belge par une déclara-

schreven voorwaarden voldoen en zijn keuze, om haar uitwerking te hebben, moet worden aanvaard overeenkomstig de beschikkingen van art. 10 van bedoelde wet.

Het voordeel van dit artikel wordt onthouden aan de vreemdelingen die in België militieplichtig zijn en dien plicht hebben verzuimd.

ART. 2.

De kinderen en afstammelingen van elken persoon die, terwijl hij, naar luid van art. 1 der wet van 4 Juni 1839, den staat van Belg had kunnen behouden, dien staat heeft verloren doordien hij verzuimde de vereischte verklaring af te leggen of zijn woonplaats naar België over te brengen, kunnen den staat van Belg verkrijgen door vóór den ambtenaar van den burgerlijken stand hunner gewone verblijfplaats te verklaren dat zulks hun voornemen is.

Voor de verklaring gelden de regelen van bekwaamheid en vorm, bepaald bij de artt. 21 en 22 der wet van 15 Mei 1922.

Zij moet afgelegd worden binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt en, voor de minderjarigen, vanaf den dag hunner meerderjarigheid.

ART. 3.

De vrouwen van Belgische afkomst, die den staat van Belg hebben verloren ten gevolge van haar huwelijk met een vreemdeling of ten gevolge van het verkrijgen eener vreemde nationaliteit door hun man, kunnen, binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, de Belgische nationaliteit terug-

tion faite dans les formes de l'article 22 de la loi du 15 mai 1922.

ART. 4.

Les personnes qui ont perdu la qualité de Belge, par application de l'article 18, 4^e, de la loi du 15 mai 1922 et ont négligé de souscrire dans le délai prescrit la déclaration dont s'agit à l'article 19, 2^e alinéa, de la dite loi, pour recouvrer cette qualité, peuvent faire la dite déclaration dans les trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi et moyennant l'accomplissement des conditions et formalités prévues au dit article 19.

ART. 5.

Les personnes nées dans le territoire dit de Moresnet-Neutre devenu la commune de La Calamine, ainsi que les descendants des personnes nées sur ce territoire, qui, antérieurement au 2 août 1914, se sont établis en Belgique et y résident encore au moment de la mise en vigueur de la présente loi, sont, dans le délai de trois ans à compter du jour de cette mise en vigueur, admis à réclamer la qualité de Belge moyennant l'autorisation du Roi et à la condition que le réclamant déclare que son intention est de fixer son domicile en Belgique et qu'il l'y établisse effectivement dans l'année de la déclaration. Celle-ci se fait conformément aux articles 21 et 22 de la loi du 15 mai 1922.

bekomen door een verklaring, af te leggen op de wijze, bepaald bij art. 22 van de wet van 15 Mei 1922.

ART. 4.

De personen die, bij toepassing van art. 18, 4^e, der wet van 15 Mei 1922, den staat van Belg verloren hebben en verzuimd hebben binnen den voorgeschreven termijn de bij art. 19, 2^{de} lid, van voormelde wet voorziene verklaring te onderschrijven om dezen staat terug te bekomen, kunnen binnen drie jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, en mits inachtneming van de bij genoemd art. 19 vereischte voorwaarden en formaliteiten, bedoelde verklaring afleggen.

ART. 5.

De personen, geboren op het grondgebied van zoogenaamd Neutraal-Moresnet, dat de gemeente Kalmis geworden is, alsmede de afstammelingen der op dit grondgebied geboren personen welke zich vóór 2 Augustus 1914 in België gevestigd hebben en er nog verblijven op het oogenblik dat deze wet in werking treedt, kunnen, binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag van deze inwerkingtreding, zich aanmelden om den staat van Belg te verkrijgen mits machtiging van wege den Koning en onder voorwaarde dat de verzoeker verklaart dat hij voornemens is zich metterwoon in België te vestigen en hij er zich inderdaad binnen het jaar der verklaring vestigt. Deze verklaring wordt afgelegd overeenkomstig de artt. 21 en 22 van de wet van 15 Mei 1922.

ART. 6.

Les ressortissants allemands âgés de 16 ans au moins, établis avant le 1^{er} août 1914 sur le territoire de Moresnet-Neutre et y résidant à la date du 1^{er} août 1919, qui sont devenus Belges de plein droit par application de l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 15 septembre 1919, peuvent pendant un nouveau délai de deux années, à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi, renoncer à la qualité de Belge, sous les conditions et moyennant l'accomplissement des formalités prévues au dit article 3.

ART. 7.

Les personnes ayant la nationalité belge, faute d'avoir décliné celle-ci conformément aux articles 6, 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909, à celle du 26 mai 1914 et à l'article 5, 2^e alinéa, de la loi du 15 mai 1922, pourront, dans un délai de trois années à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi, renoncer à la nationalité belge, en déclarant leur intention de recouvrer la nationalité étrangère.

Cette déclaration est soumise aux règles de forme de l'article 22 de la loi du 15 mai 1922.

Elle peut aussi être faite devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Belgique à l'étranger; elle peut l'être par procuration spéciale et authentique.

ART. 8.

Le délai de trois années prévu au § 4 de la disposition transitoire IV de la loi du 15 mai 1922 pour l'intro-

ART. 6.

De Duitsche onderhoorigen: ten minste 18 jaar oud, vóór 1 Augustus 1914 op het grondgebied van Neutraal-Moresnet gevestigd en aldaar op 1 Augustus 1919 verblijvende, welke van rechtswege Belg geworden zijn bij toepassing van het 2^{de} lid van art. 3 der wet van 15 September 1919, kunnen, binnen een nieuwen termijn van twee jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, van den staat van Belg afzien, onder de voorwaarden en mits inachtneming van de formaliteiten, voorzien bij bedoeld art. 3.

ART. 7.

De personen, die de Belgische nationaliteit bezitten omdat zij deze niet hebben afgewezen overeenkomstig de artt. 6, 7 en 17 der wet van 8 Juni 1909, de wet van 26 Mei 1914 en art. 5, 2^{de} lid, der wet van 15 Mei 1922, kunnen, binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag waarop deze wet in werking treedt, van de Belgische nationaliteit afzien door te verklaren dat zij voornemens zijn de vreemde nationaliteit terug te bekomen.

Voor deze verklaring gelden de vormvereischen gesteld bij art. 22 der wet van 15 Mei 1922.

De verklaring kan ook afgelegd worden vóór de diplomatieke of consulaire ambtenaren van België in het buitenland; zij kan gedaan worden bij bijzondere en authentieke volmacht.

ART. 8.

De bij § 4 van de overgangsbe-
paling VI der wet van 15 Mei 1922
voorzienne termijn van drie jaar voor

duction de l'action en déchéance de la qualité de Belge, à charge du Belge par option ou par naturalisation qui a manqué gravement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre, est augmenté d'un nouveau terme de trois années, à compter de la date de l'expiration du délai susdit.

Est Belge par option, l'étranger qui a marqué tacitement son choix en bénéficiant des dispositions de l'article 7 de la loi du 8 juin 1909.

ART. 9.

A l'article 6. 2^o, de la loi du 15 mai 1922 sont ajoutés les mots : « dans la Colonie ou », après ceux de : « L'enfant né ».

ART. 10.

A l'article 8 de la loi du 15 mai 1922 sont ajoutés les mots : « ou dans la Colonie », après ceux de : « en Belgique », exprimés deux fois au 1^o et une fois au 2^o (2^e alinéa) du dit article 8.

ART. 11.

A l'article 22 de la loi du 15 mai 1922 sont ajoutés les mots : « ou dans la Colonie », après ceux de « devant l'officier de l'état civil du lieu de résidence en Belgique ».

ART. 12.

Les registres dans lesquels sont transcrits les actes d'option et ceux de

het indienen van de rechtsvordering tot vervallenverklaring van den staat van Belg, ten laste van den Belg door keuze of door naturalisatie die, tijdens den oorlog, ernstig aan zijn plicht tegenover België of diens bondgenooten te kort gekomen is, wordt verlengd met een nieuwen termijn van drie jaar te rekenen van den dag waarop bedoelde termijn verstrijkt.

Is Belg door keuze, de vreemdeling die stilzwijgend zijn voorkeur uitgedrukt heeft door het voordeel te genieten van de beschikkingen van art. 7 der wet van 8 Juni 1909.

ART. 9.

In art. 6, 2^o der wet van 15 Mei 1922, worden de woorden : « in de Kolonie of » ingevoegd na de woorden : « Het kind ».

ART. 10.

In art. 8 der wet van 15 Mei 1922 worden ingevoegd de woorden : « of in de Kolonie » na de woorden : « in België » die twee maal in 1^o en een maal in 2^o (2^e lid) van bedoeld art. 8 voorkomen.

ART. 11.

In art. 22 der wet van 15 Mei 1922 worden de woorden : « of in de Kolonie » ingevoegd na de woorden : « voor den ambtenaar van den burgerlijken stand der verblijfplaats in België ».

ART. 12.

Voor de registers, waarin de akten van keuze en die van naturalisatie

naturalisation, — registres prévus aux articles 10, 17 et 22 de la loi du 15 mai 1922, — sont soumis aux dispositions des articles 40 à 45 et 50 à 54 du Code civil.

Donné à Bruxelles, le 10 juillet 1924.

overgeschreven worden — registers voorzien bij de artt. 10, 17 en 22 der wet van 15 Mei 1922 — gelden de bepalingen van de artt. 40 tot 45 en 50 tot 54 van het Burgerlijk Wetboek.

Gegeven te Brussel, den 10^e Juli 1924.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

MASSEX.